

### LA LOI DE L'IMPÔT SUR LE REVENU

#### L'OPPOSITION DES COOPÉRATIVES QUANT AUX MODIFICATIONS—LES ENTRETIENS AVEC CERTAINS MINISTRES

**M. Robert Muir (Cape Breton-The Sydneys):** Ma question s'adresse au premier ministre, monsieur l'Orateur. Étant donné que les dirigeants du mouvement coopératif au Canada ont rencontré le ministre des Finances dernièrement afin de protester contre les effets défavorables du bill C-259 pour les coopératives et comme la rencontre n'a pas semblé très fructueuse, le premier ministre recevrait-il les représentants de la Co-operative Union of Canada et du Conseil canadien de la coopération et poursuivrait-il les discussions avec eux?

**Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre):** Monsieur l'Orateur, il faudrait d'abord que j'obtienne le rapport du ministre des Finances sur la rencontre.

**M. Muir:** Le très honorable premier ministre se rend-il vraiment compte des effets néfastes que l'adoption du bill sous sa forme actuelle entraînerait pour les coopératives et leurs activités futures au Canada?

\* \* \*

### LES PÉNITENCIERS

#### MILLHAVEN—LES AMÉNAGEMENTS DE TRAVAIL ET DE RÉCRÉATION

**M. Frank Howard (Skeena):** Je voudrais poser une question au solliciteur général. Compte tenu de la situation à Millhaven où les possibilités de récréation ainsi que les possibilités de travail dans le cadre d'un atelier sont pratiquement nulles, le ministre voudrait-il se renseigner sur la situation et établir si l'on peut parer à la frustration et à la colère que ces carences provoquent chez les détenus?

[Français]

**L'hon. Jean-Pierre Goyer (solliciteur général):** Monsieur le président, j'ai eu l'occasion de visiter Millhaven cet été et bien que j'aie constaté que certaines améliorations s'imposaient, d'une façon générale, l'institution commence à fonctionner assez normalement. Nous espérons que, dans un avenir prochain, l'institution pourra fonctionner tout à fait normalement.

#### MILLHAVEN—LES DIRECTIVES OU SUJET DU COURRIER DES DÉTENUÉS

[Traduction]

**M. Frank Howard (Skeena):** Puis-je, à titre de question supplémentaire, demander au solliciteur général s'il serait disposé à déposer à la Chambre, à la disposition de tous, les directives remises aux détenus de Millhaven au sujet de leur courrier, qui semblent contrecarrer la déclaration antérieure du ministre concernant cette correspondance?

[Français]

**L'hon. Jean-Pierre Goyer (solliciteur général):** Monsieur le président, je n'accepte certainement pas l'allégation, mais je vais m'enquérir à ce sujet, et si les instructions ne sont pas conformes à la directive qui a été donnée, nous verrons certainement à rectifier la situation.

[L'hon. M. Drury.]

### LES PARCS NATIONAUX

#### L'ACCORD CANADO-BRITANNIQUE AU SUJET DE LA BASE MILITAIRE DE SUFFIELD ET L'AMÉNAGEMENT D'UN PARC DES PRAIRIES

[Traduction]

**L'hon. W. G. Dinsdale (Brandon-Souris):** Ma question s'adresse au ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien, monsieur l'Orateur. Elle porte sur l'entente à long terme conclue entre les gouvernements du Canada et de la Grande-Bretagne au sujet de la base militaire en Alberta affectée à l'entraînement de troupes britanniques. Est-ce à dire que le gouvernement canadien et surtout le ministère intéressé ont renoncé à transformer éventuellement cette région ainsi qu'une région voisine en Saskatchewan en un parc national typique des Prairies?

[Français]

**L'hon. Jean Chrétien (ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien):** Monsieur le président, je ne suis pas au courant de ce problème particulier; je vais m'enquérir de la question, et il me fera plaisir d'en faire rapport à la Chambre demain.

[Traduction]

**M. Dinsdale:** Pendant qu'il étudie la question et étant donné l'importance écologique de l'endroit et son renom comme terre «où s'ébattent le cerf et l'antilope», le ministre envisagerait-il la possibilité d'employer les terrains plus vastes disponibles à la base des forces canadiennes à Shilo?

\* \* \*

### LA GENDARMERIE ROYALE

#### LE CHEF INDIEN ED BIRD ABATTU PAR UN GENDARME DANS LES T.N.-O.—LES MESURES ENVISAGÉES PAR LE GOUVERNEMENT

**M. Erik Nielsen (Yukon):** Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au solliciteur général. Nous dirait-il quelles mesures le gouvernement a prises ou prendra à propos de la mort du chef Ed Bird qui a été abattu par un agent de la Gendarmerie royale du Canada dans les Territoires du Nord-Ouest.

[Français]

**L'hon. Jean-Pierre Goyer (solliciteur général):** Monsieur le président, à mon avis, cette question devrait être posée au ministre de la Justice et Procureur général qui, en l'occurrence, est le ministre responsable. Quoi qu'il en soit, je crois que l'enquête du coroner se poursuit actuellement et, à mon sens, il serait inopportun de faire des commentaires à ce moment-ci.

[Traduction]

**M. Nielsen:** Une question supplémentaire. Étant donné que l'enquête est terminée, le gouvernement entend-il demander un supplément d'information surtout à propos du rôle joué dans cette tragédie par un agent de la GRC, laquelle relève du ministre? Deuxièmement, celui-ci consentira-t-il à déposer le rapport de l'agent de la GRC chargé de l'enquête afin que les députés puissent connaître toutes les circonstances entourant cet homicide?